GK. L. 2734/1.

LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -
27 MARS 1952
Transmis à Bureau
coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 février 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires appointés et aux personnes assimilées aux militaires qui effectuent temporairement du service en dehors de leur résidence administrative et de leur résidence effective, ou dont la résidence administrative est transférée provisoirement dans une autre commune ou une autre agglomération", a donné en sa séance du 3 mars 1952 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e Februari 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het stelsel der vergoedingen toepasselijk op de weddetrekkende militairen en de met militairen gelijkgestelde personen, die tijdelijk dienst doen buiten hun administratieve en hun werkelijke standplaats of van wie de administratieve standplaats tijdelijk overgebracht wordt naar een andere gemeente of een andere agglomeratie", heeft ter zitting van 3 Maart 1952 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL FIXANT UN REGIME SPECIAL D'INDEMNISATION POUR FRAIS DE SEJOUR APPLICABLE AUX MILITAIRES APPOINTES ET AUX PERSONNES ASSIMILEES AUX MILITAIRES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 1951 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

Vu l'arrêté royal du 14 juillet 1951 fixant le régime d'indemnisation pour frais de séjour applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires accomplissant en temps de paix des deplacements de service à l'intérieur du Royaume;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1951 relatif à l'octroi d'une indemnité spéciale de déplacement aux militaires de carrière;

Vu l'avis du Premier Ministre, donné le 7 février 1952;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

CHAPITRE Ier. REGIME APPLICABLE AUX MILITAIRES APPOINTES.

Article 1er.-

Des indemnités forfaitaires journalières sont allouées, en temps de paix, aux militaires appointés ayant la charge d'un ménage, qui se trouvent dans l'une des situations suivantes :

1° lorsqu'ils effectuent temporairement du service à l'intérieur du Royaume dans une commune ou agglomération distante de plus de 20 kilomètres de leur résidence administrative et de leur résidence effective;

2° lorsque leur résidence administrative est transférée d'office et provisoirement dans une commune ou agglomération située à l'intérieur du Royaume et distante de plus de 20 kilomètres de la précédente et de leur résidence effective.

Article 2.-

§ 1er. Les indemnités forfaitaires journalières comprennent :

1° une indemnité couvrant les frais de nourriture; elle est allouée si le militaire n'a pas été nourri aux frais de l'Etat; elle est réduite de moitié s'il se trouve dans les conditions qui lui permettent de rejoindre journellement sa résidence effective;

.../...

2° une indemnité couvrant les frais de transport; elle est allouée si le militaire se trouve dans les conditions qui lui permettent de rejoindre journellement sa résidence effective, à moins qu'il n'ait été transporté aux frais de l'Etat.

§ 2. Les taux de ces indemnités sont fixés par le tableau annexé au présent arrêté.

Article 3.-

Les militaires dont il est question à l'article 1er obtiennent le remboursement de leurs frais de logement sur production d'un mémoire justificatif et dans les limites des montants maxima fixés par le tableau annexé au présent arrêté.

Toutefois, le remboursement de ces frais n'est accordé que si le militaire ne se trouve pas dans les conditions qui lui permettent de rejoindre journellement sa résidence effective.

Article 4.-

§ 1er. Le régime d'indemnisation prévu au présent arrêté n'est applicable au même militaire que durant une période maximum de six mois.

Toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut, sur avis favorable de l'inspecteur des Finances, prolonger cette période lorsqu'il s'agit d'un militaire se trouvant dans la situation prévue à l'article 1er, 1°.

.../...

§ 2.. Ce régime cesse d'être applicable au militaire qui s'installe dans la commune ou l'agglomération dont il est question à l'article 1er, 1° et 2°, ou dans un rayon de 20 kilomètres de celle-ci.

Article 5.-

L'officier célibataire n'ayant pas la charge d'un ménage et qui se trouve dans l'une des situations dont il est question à l'article 1er, bénéficie pendant une période d'un mois de l'indemnité pour frais de transport visée à l'article 2 ou du remboursement de ses frais de logement tel qu'il est réglé par l'article 3, selon qu'il peut ou non rejoindre journellement sa résidence effective.

Article 6.-

§ 1er. Durant les journées d'absence réglementairement justifiées, l'indemnité pour frais de nourriture n'est pas allouée; l'indemnité pour frais de transport ou le remboursement des frais de logement ne peuvent être accordés durant ces absences que pour une durée maximum de trente jours et par décision du Ministre de la Défense nationale.

§ 2. Le militaire qui fait l'objet d'une mutation avant l'expiration de la période, éventuellement prorogée, dont il est question à l'article 4, § 1er, peut, par décision du Ministre de la Défense nationale, bénéficier de l'indemnité pour frais de transport ou du remboursement des frais de logement pour une durée maximum de trente jours, sauf si la mutation a lieu à la demande de l'intéressé ou procède d'une sanction disciplinaire.

.../...

Article 7.-

Le régime d'indemnisation prévu au présent arrêté n'est pas applicable :

1° au militaire, lors de son admission dans les cadres de carrière;

2° au militaire dont la mutation procède d'une sanction disciplinaire;

3° au militaire dont la mutation est consécutive à sa demande;

4° au militaire qui termine une période de congé sans solde;

5° au militaire détaché à la Colonie, lorsqu'il est repris en force à la Défense nationale;

6° à l'officier de réserve, lors de sa reprise en activité pour une durée limitée par application de l'article 4, § 2, de la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve, modifiée par la loi du 14 juillet 1951.

Article 8.-

Pendant la durée des prestations normales du temps de paix, les militaires non de carrière appointés bénéficient du régime d'indemnisation prévu au présent arrêté lorsque leur résidence effective est située dans une commune ou agglomération distante de plus de 20 kilomètres de la commune ou de l'agglomération siège de leur unité, corps ou service.

.../...

Article 9.-

La distance de 20 kilomètres, dont il est question aux articles 1er, 4 et 8, se calcule de centre à centre en se référant au dictionnaire des distances légales annexé à l'arrêté royal du 9 octobre 1908.

Article 10.-

En cas de promotion à un grade supérieur, les indemnités et le remboursement des frais de logement prévus au présent arrêté sont alloués aux taux attachés au nouveau grade, à partir de la date de la décision portant promotion.

Les militaires désignés par le Roi ou par le Ministre pour exercer un emploi d'un grade supérieur au leur bénéficient des indemnités et du remboursement des frais de logement aux taux attachés au grade dont ils exercent l'emploi.

CHAPITRE II. REGIME APPLICABLE AUX PERSONNES ASSIMILEES AUX MILITAIRES.

Article 11.-

Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux personnes assimilées aux militaires.

Celles-ci bénéficient des indemnités et du remboursement des frais de logement aux taux prévus pour le grade auquel elles sont assimilées.

.../...

CHAPITRE III. DISPOSITIONS FINALES.

Article 12.-

L'article 20, alinéa 2, de l'arrêté royal du 14 juillet 1951 est abrogé.

Article 13.-

Les dispositions de l'arrêté royal du 16 juillet 1951 cessent d'être applicables aux militaires appointés et aux personnes assimilées aux militaires dont la résidence administrative est transférée d'office et provisoirement dans une autre commune ou une autre agglomération.

Toutefois, les intéressés qui, à la date de publication du présent arrêté, bénéficient de l'indemnité spéciale de déplacement continueront à la percevoir jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle elle leur a été accordée.

Article 14.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, il sort ses effets le 1er février 1952 pour les militaires appointés et les personnes assimilées aux militaires qui, à cette date ou postérieurement à celle-ci, se trouvent dans la situation prévue à l'article 1er, 2°.

.../...

Article 15.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Annexe.

Intituler l'annexe :

"Taux des indemnités forfaitaires journalières de nourriture et de transport et des montants maxima du remboursement des frais de logement.".

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN EEN BIJZONDER STELSEL VAN VERGOEDING WEGENS VERBLIJFKOSTEN, TOEPASSELIJK OP DE WEDDETREKKENDE MILITAIREN EN DE MET MILITAIREN GELIJKGESTELDE PERSONEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 Januari 1951 houdende algemene regeling inzake reiskosten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 Juli 1951 tot vaststelling van het stelsel der vergoedingen voor verblijfkosten toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die in vredestijd binnen het Rijk dienstreizen maken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 Juli 1951 betreffende het verlenen van een bijzondere verplaatsingsvergoeding aan de beroepsmilitairen ;

Gelet op het advies van de Eerste-Minister, gegeven 7 Februari 1952 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- STELSEL TOEPASSELIJK OP DE WEDDETREKKENDE MILITAIREN.

Artikel 1.-

Dagelijkse forfaitaire vergoedingen worden in vredestijd toegekend aan de weddetrekkende militairen met eigen huishouding, die in een der volgende toestanden verkeren :

1° wanneer zij binnen het Rijk tijdelijk dienst doen in een gemeente of agglomeratie op meer dan 20 kilometer van hun standplaats en van hun werkelijke verblijfplaats ;

2° wanneer hun standplaats van ambtswege en tijdelijk overgebracht wordt naar een gemeente of een agglomeratie gelegen binnen het Rijk op meer dan 20 kilometer van de vorige standplaats en van hun werkelijke verblijfplaats.

Artikel 2.-

§ 1. De dagelijkse forfaitaire vergoedingen omvatten :

1° een vergoeding tot dekking van de voedingskosten ; zij wordt uitgekeerd wanneer de militair niet op Staatskosten werd gevoed; zij wordt met de helft verminderd zo de omstandigheden het hem mogelijk maken dagelijks naar zijn werkelijke verblijfplaats terug te keren ;

.../...

2° een vergoeding tot dekking van de vervoerkosten; zij wordt uitgekeerd zo de omstandigheden het de militair mogelijk maken dagelijks naar zijn werkelijke verblijfplaats terug te keren, tenzij hij op Staatskosten werd vervoerd.

§ 2. De bedragen van die vergoedingen zijn vastgesteld in de bij dit besluit gevoegde tabel.

Artikel 3.-

De militairen in artikel 1 bedoeld, krijgen hun huisvestingskosten terugbetaald tegen overlegging van een staat van verantwoording en binnen de perken der maximabedragen vastgesteld in de bij dit besluit gevoegde tabel.

Echter mogen die kosten slechts terugbetaald worden zo de omstandigheden het de militair niet mogelijk maken dagelijks naar zijn werkelijke verblijfplaats terug te keren.

Artikel 4.-

§ 1. Het vergoedingstelsel bij dit besluit bepaald, is slechts voor een tijdperk van ten hoogste zes maanden op dezelfde militair van toepassing.

Evenwel kan de Minister van Landsverdediging dat tijdperk, op gunstig advies van de inspecteur van Financiën, verlengen wanneer het een militair betreft die verkeert in de toestand in artikel 1, 1°, bedoeld.

.../...

§ 2. Dat stelsel is niet meer van toepassing op de militair die zich vestigt in de gemeente of agglomeratie waarvan sprake in artikel 1, 1° en 2°, of binnen 20 kilometer in de omtrek.

Artikel 5.-

De ongehuwde militair zonder eigen huishouding die verkeert in een der toestanden waarvan sprake in artikel 1, geniet gedurende een tijdperk van een maand de vergoeding wegens vervoerkosten waarvan sprake in artikel 2 of krijgt zijn huisvestingskosten terugbetaald volgens het bepaalde in artikel 3, naargelang hij wel of niet dagelijks naar zijn werkelijke verblijfplaats kan terugkeren.

Artikel 6.-

§ 1. Gedurende de dagen van reglementair verantwoorde afwezigheid wordt de vergoeding voor voedingskosten niet uitbetaald ; de vergoeding voor vervoerkosten of de terugbetaling der huisvestingskosten kan gedurende die afwezigheid slechts voor een maximumduur van dertig dagen en bij beslissing van de Minister van Landsverdediging worden uitgekeerd.

§ 2. De militair die vóór het verstrijken van het eventueel verlengde tijdperk waarvan sprake in artikel 4, § 1, het voorwerp is van een mutatie, kan bij beslissing van de Minister van Landsverdediging voor een maximumduur van dertig dagen de vergoeding voor vervoerkosten genieten of zijn huisvestingskosten terugbetaald krijgen, behalve wanneer de mutatie op verzoek van de betrokkene heeft plaatsgehad of het gevolg is van een tuchtmaatregel.

.../...

Artikel 7.-

Het bij dit besluit bepaalde vergoedingstelsel is niet toepasselijk :

1° op de militair, bij zijn toelating tot de beroepskaders ;

2° op de militair wiens mutatie het gevolg is van een tuchtmaatregel ;

3° op de militair wiens mutatie het gevolg is van zijn aanvraag ;

4° op de militair die een periode van verlof zonder soldij eindigt ;

5° op de naar de Kolonie gedetacheerde militair, wanneer hij bij Landsverdediging terug in de getalsterkte wordt opgenomen ;

6° op de reserveofficier, wanneer hij bij toepassing van artikel 4, § 2, der wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951, voor een beperkte duur terug in actieve dienst wordt opgenomen.

Artikel 8.-

Tijdens de duur van de normale prestaties in vredestijd genieten de weddetrekkende niet-beroepsmilitairen het bij dit besluit bepaalde vergoedingstelsel, wanneer hun werkelijke verblijfplaats gelegen is in een gemeente of agglomeratie op meer dan 20 kilometer van de gemeente of agglomeratie waar hun eenheid, korps of dienst, is gevestigd.

.../...

Artikel 9.-

De afstand van 20 kilometer waarvan sprake in de artikelen 1, 4 en 8 wordt berekend van centrum tot centrum met gebruik van de lijst der wettelijke afstanden die bij het koninklijk besluit van 9 October 1908 is gevoegd.

Artikel 10.-

In geval van bevordering tot een hogere graad worden de vergoedingen en de terugbetaling der huisvestingskosten in dit besluit bedoeld van de datum van de beslissing tot bevordering af toegekend volgens de bedragen aan de nieuwe graad verbonden.

De militairen die door de Koning of de Minister worden aangewezen om een betrekking van een hogere graad dan de hunne uit te oefenen, genieten de vergoedingen en de terugbetaling van de huisvestingskosten volgens de bedragen verbonden aan de graad waarvan zij de betrekking uitoefenen.

HOOFDSTUK II.- STELSEL TOEPASSELIJK OP DE MET MILITAIREN GELIJKGESTELDE PERSONEN.

Artikel 11.-

De bepalingen van dit besluit zijn toepasselijk op de met militairen gelijkgestelde personen.

Die personen genieten de vergoedingen en de terugbetaling van de huisvestingskosten volgens de bedragen bepaald voor de graad waarmede zij gelijkgesteld zijn.

.../...

HOOFDSTUK III.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 12.-

Artikel 20, tweede lid, van het koninklijk besluit van 14 Juli 1951 wordt opgeheven.

Artikel 13.-

De bepalingen van het koninklijk besluit van 16 Juli 1951 zijn niet langer toepasselijk op de weddetrekkende militairen en de met militairen gelijkgestelde personen wier standplaats van ambtswege en tijdelijk overgebracht wordt naar een andere gemeente of een andere agglomeratie.

Evenwel blijven de betrokkenen die, op de datum van bekendmaking van dit besluit, de bijzondere verplaatsingsvergoeding genieten, deze verder ontvangen tot het verstrijken van de periode waarvoor zij hun is toegekend.

Artikel 14.-

Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Het heeft evenwel uitwerking met ingang van 1 Februari 1952 voor de weddetrekkende militairen en met militairen gelijkgestelde personen die op die datum of er na in de bij artikel 1, 2°, bedoelde toestand verkeren.

.../...

Artikel 15.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

Bijlage.

Het opschrift der bijlage luide :

"Bedragen der dagelijkse forfaitaire vergoedingen voor voeding en vervoer en maximumbedragen der terugbetaling van huisvestingskosten.".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ, G.DOR,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.